



**Communiqué
Diffusion immédiate**

Négociation nationale 2015

La population rejette les propositions du gouvernement en matière d'éducation

Montréal, le mardi 26 mai 2015 – Un sondage, commandé à SOM par la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), offre enfin une voix à la majorité silencieuse et démontre de façon éloquente que la population québécoise rejette les propositions déposées par le gouvernement Couillard, dans le cadre du renouvellement de la convention collective des enseignantes et enseignants. Les Québécoises et Québécois refusent très clairement que le gouvernement démantèle l'école publique, détériore les conditions de travail du personnel enseignant et effectue une coupe à blanc dans les services aux élèves.

L'ensemble des propositions gouvernementales en éducation suscite un net désaccord : 86 % s'opposent à la fermeture des classes spéciales et à l'intégration des élèves en difficulté dans les classes ordinaires, et 82 % s'objectent à l'abolition des postes d'enseignantes et enseignants ressources au secondaire et d'enseignantes et enseignants orthopédagogues au primaire, dont le mandat principal est de travailler auprès des élèves en difficulté. Aussi, 67 % estiment que la fin de la prise en compte des élèves en difficulté pour établir le nombre d'élèves par groupe serait néfaste pour les élèves du Québec, et 84 % contestent l'augmentation du nombre d'élèves par classe. De plus, la quasi-totalité des adultes du Québec interrogés, soit 95 %, considère que les élèves doivent pouvoir bénéficier des mêmes conditions d'apprentissage, peu importe l'école qu'ils fréquentent.

« La majorité silencieuse, chère au premier ministre Philippe Couillard, s'est exprimée et le gouvernement ne peut plus se servir d'elle, a déclaré Sylvain Mallette, président de la FAE. Pour la population, il n'y a plus de doute : le gouvernement n'améliorera pas le sort des élèves avec ses propositions, bien au contraire. Il ne vise que l'atteinte du déficit zéro et mène une campagne de démantèlement de l'école publique qui menace ses fondements. Il choisit consciemment de sacrifier des générations d'élèves et d'appauvrir les enseignantes et enseignants, alors que de toute évidence, la population n'a pas voté pour ça! Le gouvernement n'a plus de légitimité en matière d'éducation », a ajouté M. Mallette.

Laissez-les enseigner!

Concernant la tâche enseignante, il ressort aussi clairement de ce sondage que la population reconnaît les enseignantes et enseignants comme étant les premiers experts en pédagogie. Les Québécoises et Québécois s'accordent aussi pour dire qu'il est nécessaire de donner au personnel enseignant les moyens d'accomplir sa première mission : enseigner. En effet, 70 % estiment que ce sont les enseignantes et les enseignants qui sont les mieux placés pour

identifier les difficultés d'ordre scolaire, et 55 % croient que ce sont les enseignantes et enseignants qui sont les mieux placés pour prendre des décisions de nature pédagogique, comme choisir les outils d'évaluation des apprentissages. De plus, 75 % désapprouvent l'ajout, pour les enseignantes et enseignants, de tâches administratives qui ne sont pas directement liées au rôle éducatif auprès des élèves.

« Nous sommes d'abord et avant tout des professionnelles et professionnels en enseignement, et non des exécutants, de gentils organisateurs ou accompagnateurs comme le souhaite le ministère de l'Éducation depuis sa réforme pédagogique. Notre rôle consiste à être aux côtés de nos élèves afin de leur transmettre un bagage culturel, de développer leur pensée critique et d'en faire des citoyennes et citoyens libres et égaux. Nous devons être responsables des méthodes pédagogiques qui relèvent de notre pratique, ce qui est de moins en moins le cas. Les résultats de notre sondage démontrent que la population respecte notre jugement professionnel. Pourquoi le gouvernement, lui, ne le fait-il pas? », a lancé M. Mallette.

Les profs méritent plus!

Même au plan salarial, le gouvernement de Philippe Couillard ne fait pas consensus, malgré le discours d'austérité qu'il martèle depuis des mois. En effet, 65 % des répondants considèrent comme inacceptable le gel salarial de deux ans infligé au personnel enseignant. Il n'est donc pas étonnant que la majorité (52 %) estime que l'école publique ne représente pas une priorité pour le gouvernement québécois actuel.

« C'est comme si on nous disait qu'on ne valait même pas l'augmentation du coût de la vie. Nous, les enseignantes et enseignants, devrions accepter de nous appauvrir encore, alors que nous méritons plus. M. Couillard, nous vous rappelons qu'en 1997, le gouvernement avait diffusé une publicité dans laquelle il remerciait entre autres les enseignantes et enseignants d'avoir contribué à l'élimination du déficit. Nous avons déjà fait notre part et la population s'en souvient! » a conclu M. Mallette.

Ce sondage réalisé par la firme .SOM a été mené du 29 avril au 11 mai 2015 auprès de 1012 adultes du Québec. La marge d'erreur maximale pour l'ensemble des répondants est de 3,8 %, 19 fois sur 20.

La FAE regroupe huit syndicats qui représentent quelque 32 000 enseignantes et enseignants (le tiers du personnel enseignant au Québec) du préscolaire, du primaire, du secondaire, du milieu carcéral, de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes et le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier, ainsi que les 600 membres de l'Association de personnes retraitées de la FAE (APRFAE).

Source : Fédération autonome de l'enseignement

Renseignements : Marie-Josée Nantel, conseillère au Service des communications

Bureau : 514 666-7763, poste 296

Cellulaire : 514 603-2290